

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Corail

# **Défendre le service public ferroviaire**

- Social - Services publics -

Date de mise en ligne : dimanche 21 août 2005

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Parmi les nombreux mauvais coups de l'été, l'annonce par la SNCF de son projet de suppression de plus de 70 trains corail par semaine à partir de décembre 2005 sur des relations d'intérêt national : Quimper/Nantes/Bordeaux/Toulouse ; Nantes/Lyon et Caen/Le Mans/Tours. Sur d'autres lignes, le scénario risque d'être le même à terme, puisque la SNCF estime que ses trains Corail, baptisés Trains interrégionaux (TIR), sont déficitaires sur 25 relations. La SNCF demande aux régions de participer au financement de ces trains sous peine de suppression.**

Depuis plusieurs années, la SNCF est engagée dans une gestion de plus en plus libérale sous l'impulsion des directives européennes successives de libéralisation, et d'ouverture à la concurrence. C'est le service public qui en est victime. Pour la SNCF, obsédée par son équilibre financier, si les TGV sont rentables, les TER, qui ne le sont pas, sont subventionnés par les régions. Alors pourquoi pas les Corail ? Le gouvernement actuel la soutient, trop content de se « défausser » une fois de plus sur les régions, sans leur transférer les moyens suffisants. Or les lignes concernées sont d'intérêt national, indispensables au maillage du territoire et à l'aménagement du territoire. C'est bien du ressort de l'Etat.

Pas question d'accepter ce nouveau recul du service public ! Exigeons le maintien des tous ces trains « corail ». Exigeons un plan de relance et d'investissements sur ces lignes ferroviaires transversales et la modernisation du matériel utilisé. Une offre publique de transport par rail améliorée attirerait certainement un nombre croissant de voyageurs.

La défense des services publics a été au coeur du débat du référendum du 29 mai, et a été une des raisons du non majoritaire. A Guéret, il y a quelques mois, la mobilisation populaire a posé la question des services publics en milieu rural. Pour une autre politique, il y a vraiment urgence !

**Eric THOUZEAU**